



Angers, le 30 juillet 2026

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Projet d'élevage de 560 veaux à Verrie

Défendre les faits, défendre l'élevage français

Depuis plusieurs semaines, le projet d'élevage de 560 veaux de boucherie à Verrie fait l'objet d'une campagne de désinformation et d'émotions qui occulte une réalité essentielle : celle de l'agriculture française et de ceux qui la font vivre.

Nous refusons que ce débat soit confisqué par des slogans tels que « ferme-usine », qui caricaturent systématiquement tout projet agricole d'envergure. La taille d'un élevage ne dit rien, à elle seule, de la qualité du travail, du bien-être animal, du professionnalisme des éleveurs ou du respect des normes environnementales.

Ce projet est instruit dans le cadre des procédures prévues par la loi. Il sera soumis aux contrôles des services de l'État et devra répondre à des exigences strictes en matière de bien-être animal, de gestion des effluents, d'environnement, de santé publique et de sécurité sanitaire. Contrairement à ce qui est parfois affirmé, une installation agricole ne se fait pas sans règles ni contrôles.

Derrière ce dossier, il y a aussi des femmes et des hommes qui souhaitent investir, créer de l'activité économique, maintenir une production française et participer à la souveraineté alimentaire de notre pays. À l'heure où nous importons toujours plus de viande produite dans des conditions bien moins exigeantes que les nôtres, affaiblir systématiquement les projets d'élevage français est une contradiction majeure.

Les agriculteurs sont les premiers concernés par la qualité de l'eau, des sols et de leur environnement. Ils vivent sur leurs territoires, y élèvent leurs familles et ont tout intérêt à préserver

les ressources naturelles. Les présenter comme des pollueurs par principe est injuste et profondément décourageant pour une profession déjà confrontée à des crises économiques, climatiques et sociales.

Nous entendons les interrogations des riverains. Elles méritent des réponses, de la transparence et un dialogue respectueux. Mais ce dialogue doit s'appuyer sur des faits, non sur des amalgames.

L'agriculture française a besoin de débats sereins, pas de procès idéologiques. Nous appelons chacun à respecter le travail des éleveurs et à laisser les autorités compétentes instruire ce dossier dans un climat apaisé.

Défendre ce projet, ce n'est pas défendre un modèle contre un autre. C'est défendre le droit des agriculteurs français à entreprendre, à produire et à vivre de leur métier dans le respect des lois de la République.

Contacts :

Vincent Colineau, Co-président JA49 (06 85 60 83 51)

Kenny Braud, Co-président JA49 (06 32 99 54 05)

Julien Dersoir, Secrétaire général JA49 (06 84 78 13 10)

Emmanuel Lachaize, Président FDSEA 49

et Anthony Ménard, Secrétaire général FDSEA 49 (02 41 96 76 29)